

IV. Que reste-t-il de la Syrie et des Syriens ?



Les victimes du conflit et qui tue qui ?

Tout d'abord, comment les données sur le nombre de victimes sont-elles collectées ? Sont-elles fiables ?

Ils sont une armée sur le terrain. Une armée sans armes mais avec stylos, carnets, smartphones ou appareils photo. Ils recueillent, enregistrent, photographient. En danger permanent, au milieu des zones civiles bombardées, ils paient souvent de leur vie et ceux qui tombent sont aussitôt remplacés par d'autres volontaires. Ils travaillent pour diverses organisations : le Violations Documentation Center*, créé à Douma en Syrie en avril 2011 par l'avocate et militante des droits de l'homme Razan Zaitouneh** ([VDC](#)), le Syrian Network for Human Rights créé en juin de la même année ([SN4HR](#)), l'Observatoire syrien des droits de l'homme basé à Londres ([OSDH](#)) et d'autres.

L'OSDH communique très peu sur sa méthodologie et affirme disposer d'un réseau assez vaste de correspondants sur l'ensemble du territoire syrien, alors que VDC et SNHR travaillent dans les zones contrôlées par la rébellion. Ces deux dernières organisations communiquent sur leur méthode de collecte des données : ils envoient des volontaires sur le terrain sitôt après une attaque pour enregistrer les victimes et les circonstances de la mort, s'informent auprès des hôpitaux et des imams qui procèdent aux funérailles. Ils recoupent aussi leurs informations notamment grâce aux nombreux journalistes-citoyens qui quadrillent le territoire.

Exemple d'une collecte par VDC

[table id=1 /]

Toutes sortes d'informations sont collectées : circonstances, armes utilisées, provenance de l'attaque, etc . Voir le [questionnaire](#) très précis utilisé par cette même organisation***. Il faut aussi distinguer les civils des combattants.

L'impossible comptage...

Il faut préciser que les statistiques de victimes dans les zones contrôlées par le gouvernement syrien mais aussi dans celles contrôlées par Daech, échappent au décompte, ces zones étant difficilement pénétrables et Damas tout comme l'État islamique ne communiquant pas sur le nombre de victimes. Seul l'OSDH donne un chiffre général des victimes de toutes les parties, sans que l'on puisse juger de sa fiabilité complète.

Malgré toutes ces contraintes, l'ONU a jugé sérieux le travail de ces organisations et s'est souvent reposée sur elles pour donner le nombre de morts. Cependant, elle décide en avril 2014 d'arrêter le comptage, donner un chiffre réel étant devenu impossible au vu de la complexité des forces sur le terrain et des difficultés objectives de collecte. L'ONU s'en tient au chiffre de 260 000 morts qui donc n'a pas varié depuis plus d'un an... Les chiffres qui circulent le plus souvent sont ceux de l'OSDH. D'après *Le Monde* du 8 août 2016, l'ONG a recensé 292 817 morts au 31 juillet 2016, dont 84 472 civils, 50 548 combattants rebelles, incluant les combattants kurdes, 49 547 djihadistes, 104 656 hommes des forces loyalistes dont 57 909 soldats. Le mardi 13 septembre, elle annonçait la mort de 9 000 personnes supplémentaires portant le chiffre global au delà de 300 000 victimes (AFP). Elle estime toutefois que le nombre réel est plus important. Cet impossible comptage nous oblige à la prudence.

Il nous faut simplement retenir des ordres de grandeur. Officieusement, dans des organisations de l'ONU, on considère que le chiffre de 300 000 morts est réaliste.

Le bilan réel sera certainement connu après la guerre. Il devra inclure toutes les morts indirectes dues au manque de soin et de nourriture. Les conseils locaux qui gèrent les villes et qui comptabilisent eux aussi les morts dans leurs localités seront d'une grande aide. Il faudra ajouter les disparus, arrêtés pour l'essentiel par les forces armées ou services secrets syriens.

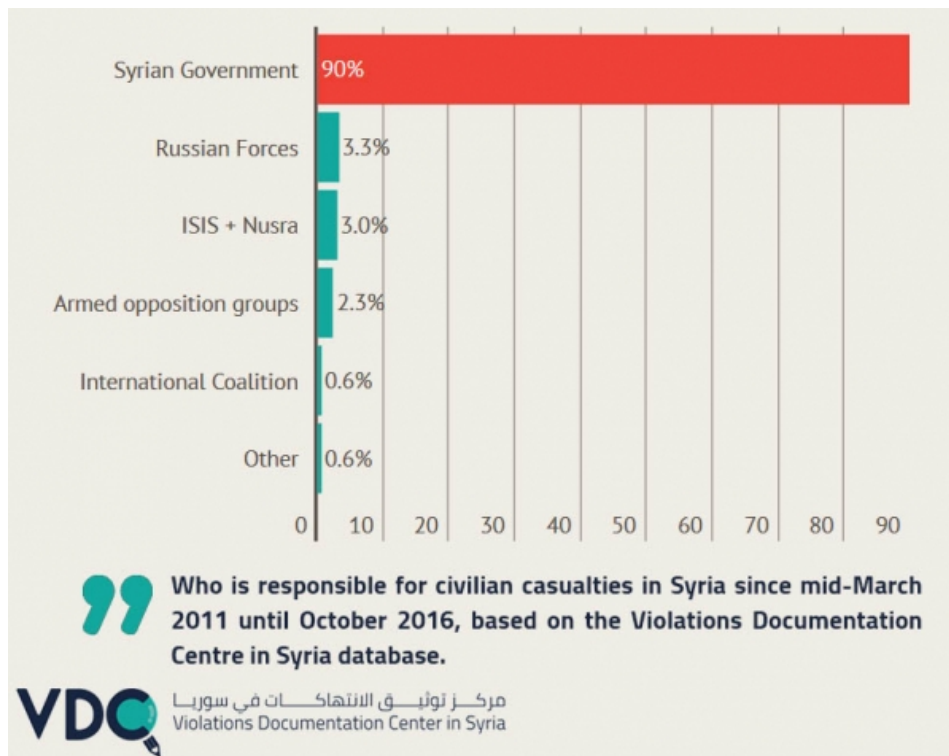
* Les sigles sont en anglais

** Razan Zaitouneh a été enlevée à Douma en décembre 2013, probablement par l'organisation islamiste extrémiste Jaysh al Islam, on est depuis sans nouvelle de l'avocate.

*** Les informations collectées par ces groupes pourraient servir lors des procès futurs de responsables de ces atrocités. Et sans doute pour l'établissement d'un mémorial des victimes de la répression et de la guerre en Syrie.

Les premiers responsables des morts de civils ou qui tue qui

Les proportions varient selon les décomptes mais le premier responsable du nombre de victimes est toujours, loin devant, le régime syrien. Prenons les données recueillies par SNHR qui a établi le tableau ci-dessous des victimes civiles vivant dans les zones sous contrôle de la rébellion. Il couvre la période mars 2011/ octobre 2016 soit cinq ans et demi de conflit. Il est certainement incomplet du fait des difficultés de collecte énumérées plus haut et rappelons qu'il ne comporte pas le chiffre des victimes civiles du côté des forces loyalistes. Il nous oblige là-aussi à la prudence. Mais il fait clairement apparaître une très large prédominance des forces gouvernementales et de leurs alliés dans la responsabilité des morts de la guerre.



SNHR fait aussi un décompte chaque mois. Celui du mois d'août 2016 fait état de 1 521 civils tués (loin des 9 000 annoncés par l'OSDH), car il s'agit des victimes que l'organisation a pu documenter. 1 082 ont été tuées par les forces syriennes (ou russes, 189). Le reste par les forces d'opposition, 148, par l'État islamique, 179 par les groupes rebelles. S'ajoutent les victimes tuées par des groupes kurdes et d'autres brigades. Le SNHR avertit que pour ce mois d'août, il lui a été difficile de documenter l'ensemble des victimes sur le territoire qu'elle couvre. Cela signifie que leur nombre est plus important et que la répartition des auteurs peut varier. Mais l'on peut se fier à la hiérarchie des

responsabilités qui, elle, ne varie jamais. Quelque soit le décompte et l'organisation qui collecte, le régime syrien est toujours le premier responsable des morts et destructions.

Cette très forte prédominance des forces gouvernementales n'a rien d'étonnant. Avec ses alliés, le régime syrien dispose d'une large suprématie en moyens militaires et c'est la seule partie dans le conflit dotée d'une aviation. Selon VDC, plus d'un tiers des victimes civiles d'août 2016 sont mortes dans des bombardements aériens.** Les bombardements incessants des zones résidentielles depuis les premiers bombardement à l'été 2012 font un grand nombre de victimes civiles mais privent aussi la population d'abris, de ressources économiques et de soins (les hôpitaux sont délibérément ciblés ainsi que les infrastructures économiques et les champs au moment des récoltes) causant un certain nombre de morts indirects qui ne peuvent pour l'instant être évalués. À ce sujet, un communiqué des Nations Unies du 6 septembre 2016 note à propos des bombardements des aviations syrienne et russe à Alep : « *Pendant que certains perdent la vie sous les attaques, d'autres meurent du manque de structures médicales, en conséquence des bombardement par les forces pro-gouvernementales qui ont détruit plus de vingt hôpitaux et cliniques dans la seule région d'Alep depuis le début de l'année* ».*

On sait en outre par le rapport César qu'au moins 11 000 personnes sont mortes sous la torture. Les photos sont là pour le corroborer. (Cf. Opération César par Garance Le Caisne, Stock, 2015). Ce dossier a été instruit par des experts internationaux (médecins légistes, procureurs...). Parmi eux, David Crane, ancien procureur en chef du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, a affirmé que les images des corps affamés et torturés étaient du « *jamais vu depuis Auschwitz* ». Il a ajouté : « *en tant que procureurs, nous avons rarement l'occasion d'avoir accès à des preuves directes et précises de crimes contre l'humanité* » et qu'il ne s'agissait que de « *la partie émergée de l'iceberg car il porte sur trois centres de détention et il y en a cinquante* » dans toute la Syrie.

Des rapports plus récents encore ont fait état des pratiques dans la prison de Sednaya, située à 30 km de Damas. Entre 5 000 et 13 000 prisonniers y ont été pendus entre septembre 2011 et décembre 2015. Pour Amnesty International, il s'agit d'« *un abattoir humain* ». Le rapport est à lire [ici](#).

* <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=54856#.V9AZcTun->

ON

** <http://www.vdc-sy.info/index.php/en/reports/1473673722#.V9grzDun-0N>

Plus de 5 millions de réfugiés*

Pourquoi partent-ils? ... « Ils fuient Daech »...

Nous avons tous entendu cette phrase. Dans les conversations et pire, sur de grands médias (cf. un reportage de France 2 sur l'exploitation des enfants syriens en Turquie, 21/06/2016)

Pour les raisons déjà exposées, soit l'omniprésence de l'organisation terroriste et de ses exactions dans les médias et dans les esprits, l'impression s'impose aux yeux de certains Français que les Syriens fuient essentiellement l'État islamique. Il se trouve aussi des journalistes peu exigeants qui se livrent à cette facilité. Cette idée sert les intérêts du régime syrien qui se dédouane ainsi à bon compte.

Quelques chiffres et dates permettent de rétablir la situation. Si le groupe djihadiste État islamique s'implante en Syrie en avril 2013, il n'exerce son plein pouvoir de nuisance sur la population qu'à partir de 2014, année où il se déploiera pleinement. Surtout à partir de l'été 2014, après la prise de Mossoul en Irak qui lui permettra de renforcer considérablement sa puissance dans la zone qu'il contrôle entre l'Irak et la Syrie. Or fin 2013, le UNHCR enregistrait déjà 2,5 millions de réfugiés. Ces réfugiés partaient pour des raisons qui avaient bien peu à voir avec l'État islamique.

Les raisons pour lesquelles les réfugiés partent, un rapport des Nations Unies les résume simplement : *« Le ciblage délibéré de civils et l'incapacité des toutes les parties du conflit à protéger les civils sont connues comme les causes principales des déplacements. De plus, les populations sont de plus en plus forcées à fuir du fait de l'effondrement des services, dont le manque de système de soins et la perte de moyens de subsistance »**.*

Les milliers de Syriens qui ont pris les routes de l'exil pendant le pilonnage d'Alep fuyaient pour les mêmes raisons : les bombardements

incessants des aviations syrienne et russe, les destructions de maisons, hôpitaux et autres infrastructures, le manque total de ressources et l'augmentation terrible du prix de la nourriture.

La provenance géographique des réfugiés donne aussi des indications sur les raisons du départ. Daech occupe essentiellement certaines poches du nord-est de la Syrie comme Raqqa ou Deir ez-Zor. Les familles qui viennent de ces zones fuient très probablement le harcèlement de Daech avant tout. Mais lorsqu'on vient d'Alep, de Homs, Damas ou Lattaquié, on part pour d'autres raisons, celles invoquées plus haut. Quant aux jeunes qui quittent les zones contrôlées par le gouvernement syrien, ils fuient souvent la conscription, ce qui pose d'énormes problèmes à l'armée syrienne, exsangue et qui peine à recruter.

Si l'État islamique était chassé du territoire syrien, cela seul ne permettrait pas un retour massif de réfugiés. Un arrêt des combats ou une « no-fly zone » permettrait le retour d'une partie au moins d'entre eux.

* nombre de réfugiés syriens enregistrés par le HCR en avril 2017

**

<http://www.refworld.org/publisher.UNHCR.COUNTRYPOS.SYR.5641ef894.0.html>

Destruction du système de santé

Le personnel médical ou paramédical a été particulièrement ciblé : 654 morts dont 93 % tués par le régime. Par ailleurs 15 000 d'entre eux ont quitté le pays.

Les hôpitaux sont eux aussi systématiquement pris pour cible, y compris aujourd'hui par les forces russes (12 hôpitaux frappés en octobre 2015). On estime que 26 % des hôpitaux ne fonctionnent plus et que 33 % ne fonctionnent que très partiellement.

Or 11 millions de personnes ont besoin de soins médicaux. Seuls la moitié des enfants syriens sont aujourd'hui vaccinés. D'où la réapparition et la propagation de maladies contagieuses qui avaient été éradiquées du pays : polio, leishmaniose, rougeole, typhoïde et même

choléra.

Faute de soins et de médicaments, les personnes atteintes de maladies chroniques – diabète, hypertension, cancer – font des victimes supplémentaires (de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers, non comptées dans les chiffres avancés ci-dessus).

À ces chiffres, il faut ajouter que, selon les estimations internationales, plus de 13 millions de Syriens ont aujourd'hui besoin d'assistance humanitaire.

[lexpress.fr – Syrie : une ONG dénonce les « insupportables » bombardements des hôpitaux](#)

Une population en baisse, une population déplacée

La population est en baisse (moins 23 %) en raison du nombre de victimes, mais aussi du déficit des naissances : moins 50 % par rapport à 2011.

Par ailleurs, plus de 4,8 millions de Syriens ont quitté le pays pour se réfugier dans les pays voisins, en Europe et, plus rarement, dans les pays du Golfe ou en Amérique.

Réfugiés : 5 030 391

- **Turquie** : 2 973 980
- **Liban** : 1 011 366
- **Jordanie** : 658 015
- **Irak** : 236 772
- **Égypte** : 120 154
- **Afrique du Nord** : 29 275

Population en camp : 10 % soit 494 947 personnes.

Demandes d'asile de syriens en **Europe** entre avril 2011 et mai 2016 : **1 066 844**.

En **France**, nombre de demandes d'asile (nécessairement plus élevées

que les octrois effectifs de l'asile) entre avril 2011 et mai 2016 : **12 142** (par comparaison : Allemagne = **354 038** ; Serbie = **313 656** ; Suède = **110 579** ; Hongrie = **72 505** ; Pays-Bas = **32 070**).

La Syrie compte par ailleurs entre 7 et 8 millions de personnes déplacées dans le pays.

Si on additionne les réfugiés à l'extérieur et les déplacés à l'intérieur, 1 Syrien sur 2 n'habite plus dans sa maison !

Ces déplacements de populations ont des conséquences démographiques certaines (sur ces questions, voir [cette étude](#)). Une première observation permet de constater que la majorité démographique – la population sunnite arabe – est celle qui a le plus été amenée à quitter le pays. Cela provoque un léger rééquilibrage en faveur des minorités démographiques. Certains rapports (exemple [ici](#)) avancent même l'hypothèse d'un volontarisme du régime syrien, une « chiitisation », se manifestant dans les logiques de destruction et reconstruction de zones précisément choisies, et par des mesures favorisant l'installation de populations étrangères de religion musulmane chiite.

Ces données sont à prendre avec précaution. Quelques indices toutefois, comme les décrets présidentiels pris pour éviter le retour des populations déplacées dans la zone de Mezzé, peuvent illustrer une volonté de créer une zone d'influence iranienne, de la même manière que le Hezbollah s'est implanté dans la banlieue sud de Beyrouth au Liban.

Une génération perdue ?

Quelques chiffres permettent de comprendre l'ampleur de la catastrophe syrienne pour les nouvelles générations, ainsi que la stratégie consciente du régime ciblant la [jeunesse](#) :

- 1 enfant sur 3 n'a connu que la guerre
- Plus d'un tiers des enfants tués l'ont été alors qu'ils étaient à l'école, s'y rendaient ou en revenaient.
- Depuis 2011, il y a eu plus de 4 000 attaques contre des écoles. Aujourd'hui, une école syrienne sur quatre n'est pas en activité.

- Près de 2 millions d'enfants sont déscolarisés et 1,35 million supplémentaire pourraient abandonner l'école.

Les traumatismes des enfants syriens sont également psychologiques. Un rapport de l'ONG internationale Save the Children, intitulé *Invisible Wounds* (Blessures invisibles), montre l'impact de six années de guerre sur la santé mentale des enfants syrien. Ainsi, plus de **70 %** des enfants syriens souffrent soit de « *toxic stress* » soit de stress post-traumatique. Ce rapport (en anglais) peut être lu [ici](#).

Le coût des destructions

La destruction a d'abord touché le patrimoine syrien. L'Unesco a déploré à plusieurs reprises « l'immensité des dégâts » causés aux trésors archéologiques et culturels, dont la triste liste figure [ici](#).

Mais la destruction est aussi celle des habitats et des infrastructures.

On évalue à 2,1 millions le nombre de logements détruits et à plus de 7 000 le nombre d'écoles détruites.

Le coût de ces destructions est aujourd'hui évalué à 270 milliards de dollars.

Si elle se faisait aujourd'hui alors que la guerre n'est pas encore finie, la reconstruction, s'élèverait déjà à 300 milliards de dollars (soit 10 fois plus que ce que les États-Unis ont dépensé pour la reconstruction de l'Irak).

Or le problème de la reconstruction reste entier : avec qui reconstruire, quand, par quel canal ?

Il est évident que la reconstruction devra être liée à une transition politique, afin de ne pas reproduire le schéma du conflit israélo-palestinien, où l'Europe envoie des fonds en vain, sans gagner aucune influence politique et sans empêcher de nouvelles destructions. Après Alep, il semble tentant d'envoyer de l'argent à Damas pour reconstruire le pays. Or ce calcul comprend plusieurs risques 1) le détournement des fonds, comme cela a été prouvé pour l'argent versé par l'ONU au titre de l'aide humanitaire, employé par les membres du régime pour leur

propre financement (voir cette [explication](#)). 2) l'utilisation de l'argent pour les zones favorables au régime uniquement, délaissant celles de l'opposition, accentuant ainsi les fractures dans le pays, le désastre humanitaire et donc le conflit.

Une économie dévastée

La production économique, mesurée par le PIB en prix constant, s'est réduite de moitié depuis le début de la crise syrienne.

La production électrique, déjà insuffisante avant la révolution, a baissé de 70 %.

La production agricole s'est contractée de plus de 40 %.

Le taux de chômage est de 50 %.

L'inflation moyenne sur quatre ans a été de 50 %, avec des pointes à 120 % en 2013.

Le taux de change officiel était en mai 2015 de 220 livres syriennes pour 1 dollar. Sur le marché noir, il fallait 300 livres syriennes pour obtenir 1 dollar.

Si l'économie ne s'est pas effondrée, c'est en grande partie grâce aux perfusions iraniennes (livraisons de pétrole et lignes de crédit renouvelées à plusieurs reprises).

Un patrimoine ravagé

En raison des combats (Alep, par exemple), des destructions volontaires causées par Daech (temples de Bel et de Baal-Shamin à Palmyre, entre autres), mais aussi des pillages systématiques commis tant par Daech que par le régime pour se financer, le patrimoine mondial de l'humanité présent en Syrie est soit endommagé, soit en danger de l'être.

Comment vivent les Syriens ?

Tous les Syriens, où qu'ils soient, et quelle que soit leur appartenance communautaire, leur orientation politique ou leur situation socio-économique ont vu leur vie bouleversée par le conflit.

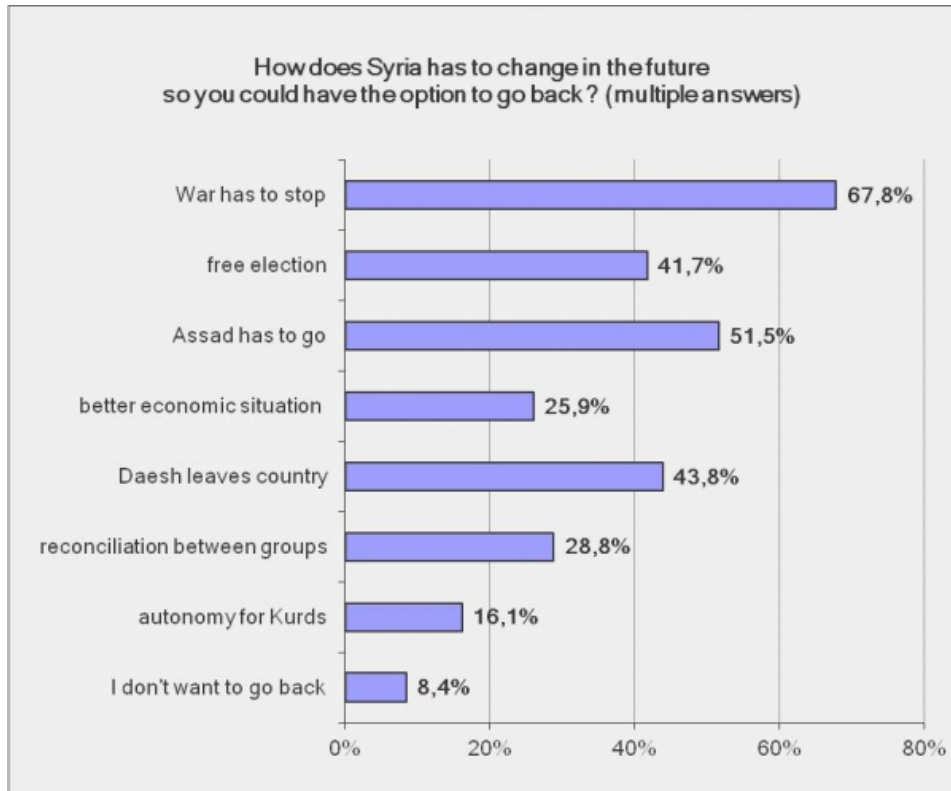
C'est naturellement **dans les zones contrôlées par le régime en Syrie** que les habitants sont le plus en sécurité puisqu'ils ne sont pas bombardés. Ils bénéficient encore de tous les services de l'Etat : administration, éducation, santé, etc. Cependant, ils sont sous étroite surveillance des forces de sécurité et des milices du régime et continuent de vivre dans la peur. Les difficultés économiques de la vie quotidienne (*cf. supra*) sont leur principale préoccupation du fait des coupures d'électricité et d'eau et surtout du manque de fioul de chauffage et de carburant et de la flambée des prix de toutes les denrées de première nécessité.

Dans les zones sous contrôle de l'opposition syrienne, la population est celle qui subit le plus durement la guerre et les violences. Certaines régions sont entièrement assiégées par l'armée et n'ont plus accès aux denrées les plus élémentaires. Les autres sont régulièrement bombardées par l'aviation du régime et maintenant l'aviation russe. Les villes et villages sont dévastés. Les Syriens qui y sont restés sont ceux qui n'ont pas la possibilité de partir, mais certains tiennent aussi à ne pas quitter leur maison et leur environnement. La vie quotidienne est organisée localement par des conseils civils en coordination avec les combattants qui contrôlent chaque zone (voir ici les témoignages sur le conseil local de [Daraya](#)). Les services de santé, d'éducation, de justice, etc... sont assurés plus ou moins correctement selon les lieux. Les habitants les plus démunis bénéficient de l'aide humanitaire pour la nourriture tandis que certaines activités commerciales, de service ou d'économie parallèle font vivre les autres.

Dans les régions contrôlées par l'Etat islamique, Daech soumet les habitants par la terreur à son ordre rigoriste impitoyable, encadrant tous les aspects de la vie quotidienne. Toute activité doit cesser et les magasins fermer aux heures de prière. Les femmes ne peuvent sortir dans la rue que sous le niqab noir qui les couvre de la tête au pied. Les exactions les plus terribles punissent tout contrevenant au système totalitaire imposé, y compris des exécutions sommaires et des tortures. Les écoles, les hôpitaux ou les tribunaux sont organisés et gérés par les services et la police islamique de Daech, composés essentiellement de jihadistes étrangers.

Dans les camps de réfugiés, en Jordanie, en Turquie, au Liban et à l'intérieur des frontières syriennes, les familles vivent dans des tentes et parfois dans des caravanes ou des préfabriqués. Ils sont pris en charge par les organisations humanitaires internationales ou locales. Les enfants représentent la plus grande partie de la population de ces camps : des écoles ont parfois été établies ; dans certains cas, une éducation informelle est dispensée par des bénévoles. Certains camps sont aujourd'hui de véritables villes ou bidonvilles, tel celui de Zaatari au nord de la Jordanie qui compte environ 150 000 habitants. Des activités commerciales et des ateliers pour les femmes se sont développés parmi les réfugiés. Mais la difficulté des conditions de vie voit aussi apparaître tous les maux de zones de non-droit : fonctionnement mafieux, trafics, prostitution.

Les exilés et réfugiés syriens à travers le monde, se comptent par millions, venant de toutes les régions et appartenant à toutes les communautés ou catégories sociales. Partis individuellement pour fuir les combats, la répression ou la perte de leur maison, ou pour mettre en sécurité leur famille, ils sont concentrés dans les pays voisins (1 habitant du Liban sur 4 est un réfugiés syrien) mais sont de plus en plus nombreux, notamment depuis 2015 et après des voyages très risqués, à chercher asile en Europe – en priorité en Allemagne ou en Suède, en train pourtant de fermer leurs frontières. Les enquêtes montrent que l'immense majorité de ces réfugiés en Europe ne souhaitent pas s'y établir, mais retourner dans leur pays dès que cela sera possible, et pour la plupart dans une Syrie sans Assad. Ce phénomène ne pourra être endigué qu'en trouvant une solution à la crise syrienne.



Source : « Survey amongst Syrian refugees in Germany », adoptrevolution.com, octobre 2015.

adoptrevolution.org – Majority of Syrian refugees in Europe are running from the Assad regime, not Isis, says survey
lexpress.fr – Syrie: les derniers survivants d'Alep